

Lutte contre le narcobanditisme : derrière la vitrine, du fond !



Moins d'une semaine après l'assassinat du jeune Mehdi KESSACI, dans ce qui se dessinera comme une immonde démarche d'intimidation de son frère, Amine, jeune militant engagé dans la prévention et la lutte contre le narcotrafic et ses conséquences, le Ministre de la Justice se déplace de nouveau au Centre Pénitentiaire des Baumettes.

Quelques semaines après l'annonce de l'ouverture prochaine d'un Quartier de Lutte contre la Criminalité Organisée (QLCO) au Centre Pénitentiaire d'Aix en Provence.

Le SNEPAP-FSU de la région Sud est lit et entend les marques de soutien qui affluent de toutes les composantes de la société civile et de l'échiquier politique envers Amine KESSACI et sa famille. Le cœur lourd, il les accompagne.

Elles sont vitales.

Mais il conviendra de ne pas manipuler la souffrance et le combat engagé par un homme et sa famille, et de ne pas le personnaliser pour ne pas isoler. Il s'agit de notre souffrance, de notre combat, à toutes et à tous. Et ce combat doit être pris dans toute ses composantes.

La lutte contre le narcobanditisme ne peut se résumer à des mesures sécuritaristes, au béton. Et c'est pourtant clairement ce à quoi se résume la politique ministérielle et gouvernementale depuis des mois.

Le combat d'Amine KESSACI, c'est celui de la prévention, avec le retour des services publics partout où ils ont reculé. L'école, la citoyenneté, l'insertion socio-professionnelle, le logement, le soin, la cohésion...

Dans la mission de prévention de la réitération de l'acte délinquant qui nous est confiée, ce combat se traduit pour nous par le sujet de l'accompagnement vers la sortie de la délinquance des personnes déjà placées sous-main de justice.

Qui pense raisonnablement que nous gagnerons le combat si le travail au fond des besoins criminogènes, des problématiques ayant conduit à, ou participé à, la commission des infractions n'est pas replacé au centre des enjeux pénitentiaires ?

Surpopulation carcérale aux conséquences mortifères avec des maisons d'arrêt connaissant des taux de densité de 160 à 200 % dans la région sud. Surpopulation pénale avec des CPIP chargé.es du suivi et de l'accompagnement de plus de 120 personnes en milieu ouvert dans les Bouches du Rhône.

Des délais d'attente de plusieurs semaines, plusieurs mois, dans et hors les murs, pour des consommateurs de stupéfiants en demande d'accompagnement psychologique et sanitaire. Ecroulement des dispositifs d'accompagnement vers le logement et l'insertion socio-professionnelle... C'est cela la réalité. Et c'est à elle que la politique ministérielle doit répondre.

Le reste n'est que de la gestion à courte vue, du brassage d'air, du théâtre et du populisme.

Tandis que nos enfants meurent.

Le SNEPAP-FSU de la région sud s'associe à l'appel pour une marche blanche, samedi 22 novembre, 15 heures, au rond point Clémenceau, 13004 Marseille.

Le bureau régional du SNEPAP-FSU Sud Est